



Cabinet AECPA
23 Bd Die
13012 Marseille

Tél : 06.26.783.760
Email : pierre.assante@aecpa.fr

Fondation Don Bosco Marseille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024
Fondation Don Bosco Marseille
78, rue Stanislas Torrents
13006 Marseille
Ce rapport contient 19 pages

Fondation Don Bosco Marseille

Siège social : 78, rue Stanislas Torrents - 13006 Marseille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 aout 2024

Au conseil d'administration de la Fondation Don Bosco Marseille,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation Don Bosco relatifs à l'exercice clos le 31 aout 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice

Le paragraphe Règles et méthodes comptables de l'annexe expose les principes et conventions générales relatifs à l'élaboration et la présentation des comptes de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre fondation, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du compte rendu financier et des autres documents adressés aux membres du conseil d'administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le compte rendu financier du bureau et dans les autres documents mis à la disposition des membres du conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Marseille, le 21 novembre 2024

SARL AECPA



Pierre Assante
Commissaire aux comptes

Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/09/2023 au 31/08/2024			Au 31/08/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	942	942		
Autres immobilisations incorporelles	178 361	168 871	9 490	12 784
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	53 577		53 577	53 577
Constructions	9 368 397	8 025 407	1 342 990	1 525 695
Installations techniques, matériel et outillages industriels	8 006 550	7 662 771	343 778	372 592
Autres immobilisations corporelles	513 137	459 985	53 152	60 737
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	18 120 963	16 317 977	1 802 986	2 025 384
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours	1 131		1 131	1 950
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	73 748	56 687	17 062	90 219
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	513 896	587	513 309	219 720
Valeurs mobilières de placement	506 544		506 544	572 079
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 696 229		1 696 229	1 507 712
Charges constatées d'avance	31 170		31 170	18 511
TOTAL III	2 822 718	57 273	2 765 444	2 410 190
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	20 943 681	16 375 250	4 568 430	4 435 574

Bilan Passif

Bilan Passif	31/08/2024	31/08/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	2 342 404	2 342 404
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	529 873	438 634
Excédent ou déficit de l'exercice	62 050	91 239
Situation nette	2 934 327	2 872 277
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	369 962	511 637
Provisions règlementées		
TOTAL I	3 304 290	3 383 914
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		150 000
Provisions pour charges	83 579	72 272
TOTAL IV	83 579	222 272
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	376 653	428 004
Emprunts et dettes financières diverses	440	492
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	185 262	74 913
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	78 590	106 438
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		20 079
Autres dettes	499 801	190 906
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	39 816	8 557
TOTAL V	1 180 562	829 388
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 568 430	4 435 574

Compte de résultat

Compte de résultat	31/08/2024	31/08/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	5 144	7 564
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	1 048 174	1 055 044
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 457 598	1 485 165
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	199 793	118 644
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	15 579	16 135
TOTAL I	2 726 288	2 682 552
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	3 443	10 124
Variation de stocks	819	841
Autres achats et charges externes	972 763	1 000 508
Aides financières	149	
Impôts, taxes et versements assimilés	137 291	121 273
Salaires et traitements	969 073	870 481
Charges sociales	382 875	361 082
Dotations aux amortissements et dépréciations	373 344	401 229
Dotations aux provisions	11 307	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	17 880	13 665
TOTAL II	2 868 943	2 779 202
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-142 654	-96 650
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	62 831	5 518
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		9 083
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	62 831	14 601
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	4 791	4 882
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	4 791	4 882
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	58 040	9 720
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-84 614	-86 931

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/08/2024	31/08/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	24 882	63 058
Sur opérations en capital	150 524	157 186
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	175 406	220 244
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	22 884	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	587	25 000
TOTAL VI	23 471	25 000
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	151 935	195 244
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	5 271	17 075
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 964 525	2 917 398
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 902 475	2 826 159
EXCÉDENT OU DÉFICIT	62 050	91 239

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	190 000	190 000
Bénévolat		
TOTAL	190 000	190 000
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	190 000	190 000
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	190 000	190 000

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/08/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 4 568 430 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 62 050 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2023 au 31/08/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Conformément à l'arrêt de la Cour d'Appel d'Aix en Provence les heures de délégation de 2014 à 2022 ont été versées au délégué syndical ont été versées. Le coût total s'élève à 160K€, la provision correspondante constituée les années précédentes a été reprise en totalité pour 150K€.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciel | 1 à 3 ans, |
| • Constructions | 30 ans, |
| • Agencements et aménagements | 5 à 20 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 à ans, |
| • Mobilier | 5 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3,44%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 83 579 euros.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. Toutefois, certaines activités lucratives accessoires et non prépondérantes font l'objet d'un secteur distinct lucratif soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. La répartition du compte de résultat relatif à ces opérations fait l'objet du tableau particulier ci-joint :

	Secteur lucratif	Secteur non lucratif
Chiffre d'affaires	322 567	730 751
Résultat avant impôts	35 139	32 182
Impôt sur les sociétés	5 271	
Résultat net	29 868	32 182

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/08/2024	31/08/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	95 576	5 908
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	26 240	26 529
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	75 865	46 210
TOTAL	197 681	78 648

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/08/2024	31/08/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	8 605	2 605
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	365 884	150 053
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	374 489	152 658

Dettes garanties par des sûretés réelles

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	95 000
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes sur établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Total des emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	95 000

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	172 238		7 065
TOTAL	172 238		7 065
Terrains	53 577		
Constructions :	879 582		
- Sur sol propre	2 049 813		
- Sur sol d'autrui	6 422 562		16 440
- Générales, agencements et aménagements constructions	7 900 539		106 011
Installations :	449 352		
- Techniques, matériel et outillage	15 872		
- Générales, agencements et aménagements divers	47 914		
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	17 819 209		122 451
Participations évaluées par mise en équivalence			
- Participations			
Autres :			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GÉNÉRAL	17 991 448		129 516

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			179 303	
TOTAL			179 303	
Terrains			53 577	
Constructions :			879 582	
- Sur sol propre			2 049 813	
- Sur sol d'autrui			6 439 002	
- Gales, agencts et aménagt. const.			8 006 550	
Installations :			449 352	
- Techniques, matériel et outillage			15 872	
- Gales, agencts et aménagt. divers			47 914	
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			17 941 660	
Participations évaluées par mise en équivalence				
- Participations				
Autres :				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL			18 120 963	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				159 454	10 359		169 813
TOTAL				159 454	10 359		169 813
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre				786 169	18 116		804 285
- Sur sol d'autrui				1 775 738	30 727		1 806 464
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				5 264 356	150 302		5 414 658
Installations techniques, matériel et outillage industriel				7 527 947	134 824		7 662 771
Installations générales, agencements et aménagements divers				395 142	4 530		399 671
Matériel de transport				9 344	3 056		12 400
Matériel de bureau et informatique, mobilier				47 914			47 914
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				15 806 609	341 555		16 148 164
TOTAL GÉNÉRAL				15 966 064	351 914		16 317 977

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux	45 967	23 771	22 196
Clients, usagers et comptes rattachés	27 781	27 781	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	2 125	2 125	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 507	1 507	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées	18 286	18 286	
Débiteurs divers	491 977	491 977	
Charges constatées d'avance	31 170	31 170	
TOTAL	618 814	596 618	22 196

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	376 653	51 794	211 688	113 171
Emprunts et dettes financières diverses	390	390		
Fournisseurs et comptes rattachés	185 262	185 262		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	21 287	21 287		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	30 317	30 317		
Impôts sur les bénéfices	1 040	1 040		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	25 946	25 946		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées	50	50		
Autres dettes	499 801	499 801		
Produits constatés d'avance	39 816	39 816		
TOTAL	1 180 562	855 703	211 688	113 171

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	72 272	11 307		83 579
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	150 000		150 000	
TOTAL II	222 272	11 307	150 000	83 579

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	82 448	21 431	47 192	56 687
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation		587		587
TOTAL III	82 448	22 018	47 192	57 273
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	304 720	33 325	197 192	140 852
- D'exploitation		32 738	197 192	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles		587		

Tableau des subventions d'investissement

Subventions d'investissement	Montant à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	7 045 132	8 849	5 869 980	1 184 001
Quotes-parts virées au résultat	-6 533 496	-150 523	-5 869 980	-814 039

Commentaires : Les subventions totalement amorties ont été soldées sur l'exercice.

Variation des fonds propres art. 431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	2 342 404				2 342 404
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	438 634		91 239		529 873
Excédent ou déficit de l'exercice	91 239				62 050
Situation nette	2 872 277		91 239		2 934 327
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	511 637		8 849	150 524	369 962
Provisions réglementées					
TOTAL	3 383 914		100 088	150 524	3 304 290

Commentaires : néant